

Quand un Américain décrypte la méthode de l'illusionniste Macron pour promouvoir l'islam...

écrit par Jack | 10 octobre 2020



Les grandes promesses de Macron,

Après des années de négligence criminelle, le président français promet une approche responsable de l'islam.

8 octobre 2020 par **Bruce Bawer** (*Theodore Bruce Bawer, né en 1956 à New York, réside en Norvège depuis 1999*)

En proie aux émeutes communistes, à la peste chinoise et au pic de la campagne présidentielle dans le syndrome de dérangement Trump, les Américains ont rarement été aussi peu enclins à regarder à l'étranger.

Mais tandis que nous suivons la vie politique aux États-Unis, la vie en Europe continue, pour le meilleur ou pour le pire.

Prenez, par exemple, la France.

Vendredi dernier, 2 octobre, le président français Emmanuel

Macron a prononcé ce qui, à première vue, semblait être un discours remarquable sur l'islam.

Macron, on se le rappellera, a donné des avis bien différents par le passé sur celui-ci.

En 2015, alors qu'il était ministre de l'Économie, il a décrit l'immigration de masse comme « *une opportunité économique* », ceci à un moment où les banlieues françaises étaient envahies d'immigrés qui représentaient de toute évidence un énorme handicap économique.

Macron a ostensiblement rejeté les inquiétudes des électeurs français concernant l'échec de la nation à intégrer les nouveaux arrivants :

« *Ce n'est pas un sujet sur lequel nous devons gouverner par les urnes* », a-t-il dit.

« *L'histoire a montré que lorsque nous suivons parfois la volonté du peuple, surtout dans les moments difficiles, nous nous trompons* ».

Il est bien reconnu que la politique d'immigration en Europe occidentale n'a jamais rien eu à voir avec la volonté des peuples.

Deux ans plus tard, Macron est resté optimiste, réprimandant ceux qui « *confondent les terroristes avec les demandeurs d'asile et les réfugiés* », comme si le terrorisme était le seul problème créé par l'afflux de musulmans en Europe.

Maintenant, il change de ton.

Dans son discours de vendredi, il a déployé un nouveau programme destiné à défendre la laïcité française, ou laïcité officielle, contre le « *séparatisme islamiste* », qu'il a explicitement qualifié de menace existentielle pour la République.

« *La laïcité est le ciment d'une France unie* », a-t-il proclamé, et les islamistes poursuivent « *un projet politico-religieux conscient, théorisé* » qui tient les lois islamiques « *supérieures à celles de la République* » et qui, en fait, stimule les musulmans à fuir la société dominante.

Il a même dit « *sacré bleu !* » que l'islam « *est en crise* » et averti du danger que représentent ceux qui cherchent à établir un « *califat* ».

(Notez qu'en Europe, les gens qui disent de telles choses sont régulièrement caractérisés par les médias grand public de théoriciens du complot islamophobe aux yeux écarquillés.)

Macron a également admis qu'une des raisons pour lesquelles le « *séparatisme islamiste* » avait été autorisé à se propager était la « *lâcheté* » des autorités françaises, tout en ajoutant que le passé colonial de la France faisait partie de l'équation ; il a rejeté les efforts excessifs pour blâmer ce colonialisme pour la situation des musulmans en France « *qui n'ont jamais connu la colonisation* ».

En réponse au défi de l'islam, Macron a présenté un programme en cinq parties visant à « *renforcer la laïcité et consolider les principes républicains* ».

Premièrement, les services publics n'accepteraient plus de concessions spéciales pour les musulmans ; par exemple, pas d'heures de baignade séparées pour les femmes musulmanes, et aucune tolérance pour les chauffeurs de bus musulmans qui refusent les passagères trop légèrement vêtues. (Il est intéressant de noter que ce n'était déjà pas une politique ferme).

Deuxièmement, les associations sportives, culturelles, artistiques et autres seront dépouillées de toute trace d'« *endoctrinement* » islamiste.

Troisièmement, la laïcité sera plus fortement accentuée dans

les écoles : les parents ne pourront plus retirer les enfants des cours de musique ou de natation (les deux étant *haram*), l'enseignement scolaire sera obligatoire pour tous les plus de trois ans et « *l'ingérence étrangère* » sera interdite.

Quatrièmement, le gouvernement encouragera la formation d'un « *islam des Lumières* » en France, qui impliquera « *le développement d'études islamiques de haut niveau dans les universités* » et la création d'un « *Institut d'islamologie* ».

Cinquièmement, les musulmans mécontents seront encouragés à apprécier et même à aimer la République, une tâche qui obligera les dirigeants français à effectuer une « *reconquête* ».

Ce dernier mot est une référence apparente à la Reconquista espagnole, la série d'actions militaires médiévales grâce auxquelles la péninsule ibérique a été progressivement libérée des occupants musulmans.

Le gouvernement, a affirmé Macron, doit « *mobiliser la nation pour un réveil républicain* »

. En même temps, il a promis de ne pas « *gérer les consciences* », une ligne qui rappelle la prétendue affirmation de la reine Elizabeth I selon laquelle, en promulguant le "Anglican Settlement", elle n'avait « *aucun désir d'ouvrir une fenêtre sur l'âme des hommes* ».

L'annonce de Macron a suscité la consternation des deux côtés du problème.

Rim-Sarah Alaoune, membre du département de droit de l'Université Toulouse-Capitole, a reproché à Macron de ne pas avoir abordé (quoi d'autre?) «*La suprématie blanche* ».

La députée européenne Manon Aubry a décrit Macron comme étant « *obsessionnel* » sur le sujet de l'islam et l'a accusé de « *stigmatiser les musulmans* ».

Et le ministère turc des Affaires étrangères a fustigé Macron, déclarant : « *Personne ne devrait essayer de soumettre notre religion sacrée, qui signifie "paix", à des approches fausses et déformées sous le prétexte "d'éclaircissement"* »

(Bien sûr, l'islam ne veut pas dire « *paix* », l'islam signifie « *soumission* ».)

Pendant ce temps, le député Eric Ciotti a qualifié la proposition de Macron de faible, notant que, entre autres, elle n'interdisait pas le voile aux mères accompagnant les enfants dans les déplacements scolaires.

C'est bien difficile de ne pas être d'accord avec Eric Ciotti.

On aimerait croire que Macron peut débarrasser les services publics, les associations et les écoles de l'influence islamique (ou, comme il insiste à le dire, islamiste), mais, pour s'exprimer modérément, c'est une tâche extrêmement difficile.

Idem le projet de convertir les musulmans qui haïssent la France en ardents francophiles.

Et comment forgez-vous exactement un « *islam des Lumières* » ?

Nous disons tous depuis des années que l'islam doit subir une réforme, comme le christianisme l'a fait ; mais Macron pense-t-il vraiment que l'islam peut être métamorphosé, par décision du gouvernement, en quelque chose de radicalement différent de lui-même ?

Le Coran sera-t-il radicalement abrégé, à la "Jefferson Bible", avec les versets de Médine omis et peut-être quelques belles histoires de toutous ajoutées dans une tentative d'éradiquer la cynophobie islamique ?

Certes, Macron est loin d'être le premier dirigeant européen à

faire flotter la notion d'un islam numéro 2 pour l'Europe du XXI^{ème} siècle.

Tariq Ramadan, un leader des Frères musulmans, violeur en série et réparateur autoproclamé de lacunes qui, pendant un certain temps, a eu un énorme succès parmi ses coreligionnaires en Europe, a fait de « *l'islam européen* » le centre de sa vision d'un islamisé heureux, modéré.

Mais l'islam laïque ressemble de plus en plus à une chimère ; le politologue Bassam Tibi, qui a poussé l'idée pendant des années, a écrit en 2016 qu'il y avait renoncé :

« *Il n'y aura pas d'Euro-islam* », a-t-il déclaré, observant que les musulmans européens étaient de plus en plus « *isolationnistes* » et que « *la société parallèle a triomphé contre l'intégration* ».

Je suppose que Macron n'a pas eu connaissance de ce mémo.

Bien évidemment, quand on prend en compte l'expansion prévue par Macron de l'éducation islamique et sa détermination à renforcer l'enseignement de l'arabe dans les écoles publiques, le tout commence à ressembler non pas à un programme de sécularisation de l'islam, mais plutôt à un modèle pour soutenir la laïcité publique tout en promouvant activement l'observance islamique privée, un modèle né, on l'imagine, dans l'espoir d'un miracle du ciel que, lorsque les musulmans prendront le relais, ils ne remplacent pas le Code Napoléon par la charia.

Il faut voir les choses en face, les musulmans représentent environ 10 % de la population française (*note de Jack. Qui connaît le pourcentage exact ? je suis cependant persuadé que Bruce Bawer est bien en dessous de la réalité*).

Dans une génération, cela fera plus que doubler.

Aucun pays occidental n'a été plus victime d'actes de

terrorisme islamique à grande échelle et horribles que la France.

Les banlieues des grandes villes développent constamment des enclaves interdites et la circulation dans les centres urbains est régulièrement bloquée par des armées de musulmans en prière.

Le harcèlement agressif dans les écoles est endémique, tout comme le crime barbare des gangs musulmans.

Dans son livre de 2013 "**La France Orange Mécanique**", Laurent Obertone a décrit son pays comme assiégé par « *un nouveau type de crime ultra-violent* » qu'il a qualifié de « *violence de conquête* ».

Les choses n'ont fait qu'empirer depuis.

Le discours de Macron a seulement fait allusion à certaines des innombrables façons dont les musulmans refusent de coopérer et aux demandes de logement et autres des musulmans qui provoquent des cauchemars administratifs pour les écoles, les équipes sportives, les clubs de jeunes et d'autres groupes communautaires.

Déjà en 2005, un document connu sous le nom de rapport Obin cataloguait de façon effrayante le clivage systématique de l'enseignement dans les écoles françaises par des parents et des enfants musulmans récalcitrants.

Ce rapport aurait dû conduire, il y a quinze ans, à une action globale du type de celle que Macron propose aujourd'hui.

Mais rien ne s'est passé alors, et il est difficile d'imaginer que quoi que ce soit se passe maintenant.

Par conséquent non, je ne peux pas être enthousiasmé par le discours de Macron.

Si, au cours de ses années au pouvoir, il avait montré un

indice quelconque d'une volonté semblable à celle de Trump à relever des défis massifs, têtus, profondément enracinés et chauds à l'échelle nationale, on pourrait répondre à sa dernière initiative avec à moins un certain enthousiasme.

Dans l'état actuel des choses, il faut se rappeler que les Français, qui aiment la rhétorique haut de gamme, sont doués pour faire des discours émouvants qui promettent une transformation radicale et qui finissent par n'aboutir à rien.

Il faut également se souvenir de la déclaration d'Angela Merkel en 2015 selon laquelle le multiculturalisme s'était avéré être une « *imposture* », un aveu qui est très vite tombé aux oubliettes.

J'espère sincèrement que je me trompe à ce sujet, mais les grands projets de Macron semblent susceptibles de se terminer de la même façon.

<https://www.frontpagemag.com/fpm/2020/10/big-promises-macron-bruce-bawer/>

Traduit par Jack pour Résistance Républicaine.